

Recherches sociographiques



Gérard BEAUDET, avec la collaboration de Paul LEWIS et des contributions de Jean DÉCARIE et Daniel GILL, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*

Jean-Claude Marsan

Volume 42, numéro 3, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057481ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057481ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Marsan, J.-C. (2001). Compte rendu de [Gérard BEAUDET, avec la collaboration de Paul LEWIS et des contributions de Jean DÉCARIE et Daniel GILL, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 42(3), 601–603. <https://doi.org/10.7202/057481ar>

Gérard BEAUDET, avec la collaboration de Paul LEWIS et des contributions de Jean DÉCARIE et Daniel GILL, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Nota bene, 2000, 362 p.

Un des plus vifs souvenirs que je rapporte de mes voyages fut l'arrivée par bateau à la ville de Bergen, en Norvège, après une nuit de tempête en mer du Nord. La dernière image que j'avais d'un paysage de front de mer était celle de l'imposant croissant de résidences en rangée, aux austères façades en pierre brune, qui bornent la magnifique plage de Portobello à Édimbourg. Et ce matin-là, au travers de la brume qui s'effiloçait, j'apercevais une nuée de minuscules maisons en bois, toutes peintes en rouge, accrochées sans ordre à des rochers dénudés. La visite de la petite agglomération de Bergen, qui s'agrippe avec ténacité aux flancs d'un fjord, devait renforcer cette impression profonde que j'avais affaire à une culture bien différente de celle que je venais de quitter en Grande-Bretagne. Les Norvégiens auraient tous parlé anglais que ma certitude n'en aurait pas été ébranlée.

Cela veut dire que la culture d'un peuple ne se reflète pas uniquement dans sa langue mais aussi dans la façon qu'il occupe le sol, qu'il organise son habitat et qu'il aménage son milieu de vie. Cela est vrai même des peuples qui ont perdu leur langue, à l'instar des Écossais et des Irlandais. Le Québec ne fait pas exception à cette règle de civilisation et la nuée des petites maisons rouges de pêcheurs à Bergen a son pendant dans les villages linéaires de l'île d'Orléans. L'authenticité de l'organisation spatiale de l'habitat humain ne se limite pas qu'à la période préindustrielle. À Montréal, par exemple, elle se manifeste à la période industrielle dans les aménagements du canal de Lachine, voire dans le beau désordre du boulevard Saint-Laurent, lequel vient d'être reconnu artère historique par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Et l'on peut déjà prévoir que la ville intérieure et le métro montréalais jouiront éventuellement d'une reconnaissance semblable. Bref, toutes ces empreintes physiques de l'intervention humaine au cours de l'histoire contribuent à l'authenticité et à l'identité de ce « pays réel » dont Gérard Beaudet, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, dénonce le saccage systématique dans son ouvrage *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*.

Ce qui rend cet ouvrage d'autant plus nécessaire pour une prise de conscience collective, c'est que les pires prédateurs des valeurs portées par l'environnement bâti s'avèrent être les divers paliers de gouvernement qui, par ignorance, bêtise ou excès de bureaucratie, chamboulent sans répit l'habitat des Québécois. Beaudet en donne un éloquent aperçu dans la première partie de son livre, laquelle regroupe une quinzaine de textes parus au préalable dans divers journaux et revues professionnelles. Ainsi, par exemple, le pillage de la *Ferme sous les noyers* sur le mont Royal et la dilapidation du patrimoine de l'usine Redpath au canal Lachine sont imputables en grande partie au gouvernement fédéral, lequel aurait dû prendre des mesures pour limiter les dégâts. Pour sa part, l'administration municipale de Montréal, renouant avec le bossisme du début du XX^e siècle, n'a sûrement pas de rivale sur le continent pour troquer le bien collectif pour des espèces sonnantes,

allant même jusqu'à encourager les promoteurs à transgresser le Plan d'urbanisme de la ville.

Mais le plus vilain acteur de cette tragédie demeure le gouvernement du Parti québécois, chose d'autant plus surprenante que ce dernier aime se dresser comme le protecteur incontournable de « la société distincte ». Une société distincte par quoi ? Par un ministère de la Culture et des Communications ayant perdu son leadership des dernières décennies et qui semble maintenant émasculé. Par l'abandon de bons hôpitaux au centre-ville de la métropole, dont le célèbre Hôtel-Dieu, unique pour sa valeur patrimoniale, pour créer, sans raisons avouées ni études sérieuses, un super hôpital dans un lieu particulièrement inhospitalier. Par un plan de transport pour la région montréalaise qui se résume à des rapiécages dénudés d'une vision et d'une stratégie d'ensemble, et qui favorisera encore l'étalement urbain. Par le massacre au nom de l'efficacité et de la sécurité des paysages du Val Saint-François et de la Côte des Éboulements. La liste de ces dérives ne cesse de s'allonger, au point qu'un nombre croissant de Québécois n'ont plus l'impression de vivre dans une société contemporaine.

Le professeur Beaudet, et ses collègues qui ont participé à cette analyse, Paul Lewis, Jean Décarie et Daniel Gill, s'entendent pour trouver une raison commune à tous ces débordements : la nouvelle économie (entendez le néolibéralisme et la mondialisation) qui imposerait « de sacrifier le pays en retour des retombées économiques promises ». Cette explication fait l'objet de la deuxième partie de l'ouvrage. Même si l'histoire ne se répète pas, elle rappelle quand même de drôles de précédents ! On se croirait revenu à la période de la Révolution industrielle, dont les terribles conséquences sur une grande partie de la société furent imputables à la philosophie du « laissez faire » des possédants et des gouvernants.

Heureusement que ce genre de démission des élites semble vouloir engendrer, comme au XIX^e siècle, ses réformateurs sociaux, dont Gérard Beaudet, ancien président d'Héritage Montréal, compte aujourd'hui parmi les plus crédibles au Québec. Leur tâche n'est pas facile : comment convaincre les gouvernements que l'urbanisme, qui est né précisément des bouleversements causés par la Révolution industrielle, a encore sa raison d'être alors que ceux-ci ne semblent reconnaître et respecter d'autres valeurs que celle de l'argent.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage, la plus articulée à mon opinion, traite d'un sujet d'actualité : les fusions municipales, principalement à Montréal, « cette improbable métropole du Québec ». L'auteur montre que, déjà en 1967, le Service d'urbanisme de la ville avait une vision claire de ce que devraient être l'essence, la planification et la gestion de l'établissement, même s'il se trompait lourdement sur son potentiel démographique. Depuis lors, au fil des demi-mesures qui ont été prises au cours des décennies, cette vision n'a cessé de s'embrouiller au point que le maire Bourque a fait adopter son projet d'« une île une ville ».

Comme l'argumente Beaudet avec maîtrise, le rêve du maire Drapeau d'« une île une ville » faisait du sens il y a trente ans, quand la population de l'île de Montréal comprenait la grande majorité de la population de l'agglomération. Mais, maintenant, quand cette majorité demeure à l'extérieur de l'île, il se présente comme

une illusion. Et pourtant c'est cette illusion que le gouvernement de Québec a imposée à la population, n'ayant pas le courage politique de regrouper dans une municipalité d'agglomération, sous une structure régionale et un pacte fiscal souples, les quelque cent municipalités, réparties tant sur l'île, les rives et couronnes Sud et Nord, lesquelles constituent collectivement aujourd'hui l'essence même de la réalité socioéconomique de Montréal. « Peut-être faut-il y voir l'expression d'une peur viscérale de voir émerger dans le grand Montréal un réel pouvoir politique métropolitain » de conclure l'auteur avec perspicacité. Voilà la source de plusieurs problèmes vécus par les Montréalais : il y a en réalité deux Québec, et la capitale se trouve dans l'autre Québec, celui dont la vision de l'avenir est voilée par la nostalgie d'un monde d'un autre âge.

L'ouvrage de Beudet s'adresse avant tout au grand public, et il n'apprendra pas grand-chose aux professionnels de l'urbanisme, dont plusieurs vivent au quotidien le mépris porté à leur profession. Mais il renferme néanmoins un message important pour ces derniers : c'est qu'ils ont tout à perdre de continuer à se taire, comme ils en ont pris malheureusement l'habitude. Ce que ça prend au Québec, ce sont des dizaines et des dizaines de Gérard Beudet, Paul Lewis, Jean Décarie et Daniel Gill pour dynamiser la société civile, pour affirmer bien fort et bien haut que le Québec n'est pas sorti avec la Révolution tranquille de la grande noirceur pour y retourner, un demi-siècle après, à l'instigation même de ses dirigeants.

Jean-Claude MARSAN

*École d'architecture,
Université de Montréal.*

Paul BEAULIEU et Denis BERTRAND (dirs), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, 270 p.

Les débats qui ont eu cours durant l'année 2000 entre le ministère de l'Éducation et les directions des universités au Québec à propos des « contrats de performance », constituent le plus récent épisode des tensions qui existent depuis des décennies entre eux. En fait, les premiers jalons des négociations actuelles remontent à 1998, alors que le ministère entamait une procédure de consultation sur un énoncé de politique concernant l'enseignement universitaire.

C'est dans la foulée de cette « initiative » que Beaulieu et Bertrand ont conçu un ouvrage visant à susciter « un débat sur la pertinence et sur la nature d'une politique gouvernementale en matière d'affaires universitaires » (p. 2). Il y avait dans cette démarche le défi d'analyser des aspects fondamentaux et pertinents des enjeux du rapport État-universités en évitant de s'enfermer dans un langage technique uniquement accessible aux initiés. Il fallait aussi fournir des éléments d'information et de réflexion qui ne constituent pas que des redites d'arguments